Michel Aoun, un président confronté aux déséquilibres qui menacent de balayer le Liban.

DALATI AND NOHRA/AFP

“NOUS SOUFFRONS D’UNE CRISE TRÈS VIOLENTE”

Au lendemain de la formation d’un nouveau gouvernement et tandis que le peuple gronde, le président Michel Aoun reçoit *Valeurs actuelles* pour évoquer non seulement la situation économique et financière mais aussi les tensions géopolitiques. Moments de vérité.

Propos recueillis au palais présidentiel de Baabda, le 28 janvier, par Jean Aziz, Antoine Colonna, Marie de Greef-Madelin et Akram Safa

La France regarde toujours avec une attention particulière ce qui se passe au Liban. Comment la crise s’est-elle installée?
Notre situation est très mauvaise. Nous souffrons d’une crise économique très aiguë, très violente même. L’économie libanaise s’est transformée en économie de rente depuis que la Syrie est entrée au Liban, dans les années 1990. Nos budgets étaient nourris par l’endettement. Cela a créé une économie non productive et conduit au surendettement. Trois éléments sont venus aggraver cette situation. Tout d’abord, la conjoncture mondiale, qui a eu un impact négatif sur notre économie. Ensuite, il y a eu les guerres qui ont frappé les pays arabes qui importaient nos produits et, par-dessus tout, la crise des réfugiés syriens déplacés vers le Liban. Ils représentent aujourd’hui près de la moitié de notre population. C’est bien évidemment une situation intenable, même pour un grand pays. S’il y a eu une assistance de la communauté internationale, il reste que cette crise nous a coûté quelque 25 milliards de dollars, selon les estimations réalisées par le FMI et la Banque mondiale.

Les Libanais sont inquiets pour leurs comptes en banque, comment les rassurer?
Nous allons prendre des mesures fiscales et financières très strictes pour le redressement. Pour cela, nous n’avons pas besoin d’une aide extraordinaire, nous avons plutôt besoin du remboursement des pays qui ont entamé cette guerre en Syrie. Nous avons le droit de récupérer une partie des 25 milliards de dollars que cela nous a coûté. Le Liban est un petit marché, qui est vite épuisé, mais qui est vite renfloué.

JOSEPH EID/AFP

Dans les quartiers à majorité chiite, le portrait du général iranien Soleimani, tué sur ordre de Trump, est omniprésent.

Comment récupérer cette somme?
Il existe un groupe de pays qui veut aider le Liban, dont la France, qui a manifesté son intérêt. Lors de notre dernière conversation téléphonique, le président Macron m'a félicité de la formation de notre nouveau gouvernement. Nous avons aussi évoqué la crise actuelle, mais il y aura certainement un autre entretien plus spécifique sur la question dans les jours qui viennent.

Riad Salamé, le gouverneur de la banque centrale, est accusé d'être l'un des responsables de la crise budgétaire. Doit-il démissionner?
Bien sûr, il y a des personnes et des partis responsables de la crise actuelle. Le gouverneur est responsable de la politique monétaire. Le ministre des Finances est responsable de la gestion des fonds publics et le Parlement de son contrôle de façon exhaustive.

Beaucoup de pays voient la formation du nouveau gouvernement comme un renforcement du Hezbollah. Comment l'expliquer aux Occidentaux et aux pays du Golfe?
Le nouveau gouvernement n'est pas dirigé par le Hezbollah. Celui-ci est un poids pour ce gouvernement, car beaucoup de pays boycottent le Liban à cause du Hezbollah. Comme les fonds ne doivent pas lui parvenir, plusieurs banques ont dû quitter le Liban.

Qu'attendez-vous de ce gouvernement?
Nous attendons qu'il en finisse avec cette crise, il doit absolument prendre des mesures économiques et financières de grande envergure. Bien sûr, tout cela est élaboré dans le texte de la déclaration ministérielle qu'il doit présenter.

Les manifestants critiquent la corruption et le partage communautaire issu des accords de Taëf, au profit d'une remise à plat pour un système plus laïc. Qu'en pensez-vous?
La corruption existe au Liban, tous les pays en souffrent plus ou moins, mais chez nous elle est rampante. La lutte contre la corruption est une partie intégrante de notre programme. Nous avons présenté des projets de loi qui sont devant le Parlement pour leur adoption. Parmi ces lois, il y a un texte pour permettre de récupérer les fonds détournés. Dans ce cadre, nous allons devoir travailler étroitement avec nos partenaires internationaux, étant donné que la majeure partie de ces fonds n'est plus dans nos banques.

Pour ce qui est des accords de Taëf, ils ont réduit considérablement les pouvoirs du président de la République. Le premier responsable de la politique est, dès lors, devenu le Conseil des ministres. Pour ce qui est du système confessionnel, il fait partie du régime mis en place à titre temporaire. Mais il existe un article de notre Constitution qui prépare le terrain à son élimination. Nous avons absolument besoin d'apporter des changements à nos lois fondamentales pour créer un État pleinement sécularisé. Il faudra revoir la loi du statut personnel, qui constitue un grand obstacle à l'unification du pays, car on ne peut pas vivre avec plusieurs lois régissant les citoyens. Mais dans le contexte actuel, il n'est pas encore possible de le mettre en œuvre.

Comment expliquez-vous la contradiction d'avoir un nouveau gouvernement qui ne représente qu'un seul bord politique alors qu'il faut des réformes pour tous les Libanais?
Dans le système majoritaire, c'est le Parlement qui légifère, et ce Parlement reflète toutes les tendances.

La Syrie reste la cible de sanctions américaines et européennes. Demandez-vous à ce qu'elles soient levées pour stabiliser le Liban et l'économie régionale?
Certainement! Beaucoup de problèmes sont liés à la situation syrienne et au blocus qui est imposé. Les pays occidentaux n'autorisent même pas de négociations directes avec la Syrie afin de permettre le retour des déplacés syriens vers leur pays. Ce ne sont pas des réfugiés politiques, ce sont des déplacés sécuritaires. La guerre a pris fin dans leur pays et ils ne peuvent toujours pas

"LE NOUVEAU GOUVERNEMENT N'EST PAS DIRIGÉ PAR LE HEZBOLLAH. CELUI-CI EST UN POIDS POUR CE GOUVERNEMENT, CAR BEAUCOUP DE PAYS BOYCOTTENT LE LIBAN À CAUSE DU HEZBOLLAH."

revenir chez eux. Nous ne comprenons pas la position occidentale à cet égard, qui est lourde de conséquences pour nous.

Avez-vous évoqué cette question avec le président français?
Aux Nations unies, à trois reprises, nous avons soulevé ce problème fondamental. Je ne peux pas faire mieux, il s'agit d'une responsabilité collective des Occidentaux.

Le président Trump annonce, ce 28 janvier, son plan pour la Palestine, qu'en attendez-vous? Le Liban risque-t-il d'être pris dans un engrenage entre l'Iran et les États-Unis via le Hezbollah?
Nous sommes en dehors de ce processus. Nous ne pouvons pas admettre ce qui se passe. C'est contraire à toutes les lois. Pour le reste, il est impossible que le Liban soit entraîné dans un engrenage pareil. Tout le monde pense que le Hezbollah interviendra dans cette guerre, mais je garantis personnellement que le Hezbollah respectera la résolution 1701 du Conseil de sécurité. De plus, le Hezbollah n'intervient pas dans les affaires internes du Liban. Il a ses députés et ses ministres. Tout ce qui est issu du gouvernement est accepté nationalement et tout ce qui est issu du Parlement de la même manière. En dehors de ce cadre, le Hezbollah n'a pas de rôle. On entend souvent dire que la souveraineté de notre pays est perdue, violée à cause du Hezbollah et par lui, mais cela est faux.

Pourtant, les Israéliens parlent du risque des tunnels du Hezbollah et du danger de ses missiles. Est-ce de la propagande?
Tous les pays du monde ont une conception différente du rôle du Hezbollah, mais pour être très honnête et si on revient un peu en arrière, depuis la création de l'État d'Israël, en 1948, et jusqu'à aujourd'hui, combien de fois le Liban a-t-il agressé Israël? Jamais. C'est Israël qui a occupé le sud de notre pays, créant la résistance du Hezbollah, qui a réussi à le chasser du Liban étant donné que toutes les résolutions des Nations Unies, notamment la 425, qui demandaient un retrait immédiat étaient restées lettre morte pendant vingt-deux ans. Le Hezbollah a conduit la résistance pendant dix-huit ans. Malgré cela, Israël a à nouveau attaqué le Liban, en 2006, mais a perdu cette guerre.

Y a-t-il une paix possible entre le Liban et Israël? Sur quelle base?
Toutes les guerres ont une fin. Une partie de notre territoire est toujours occupée par Israël et nous avons 500 000 réfugiés palestiniens, ce qui bouleverse la démographie de notre pays…

La France pense au Liban comme une porte de l'Orient. Quel est le rôle de l'identité libanaise?
Notre relation est ferme et stable. Depuis le roi Saint Louis, qui avait demandé que les maronites soient considérés comme des Français, en 1250. Nous n'avons cessé de développer cette relation. C'est plus qu'une relation politique, c'est une relation culturelle. Dans le premier Collège de France, il y avait deux savants libanais…

Vu la force de ces liens, n'êtes-vous pas déçu de la politique de la France depuis quinze ans et de son manque de soutien envers le Liban et les chrétiens d'Orient?
Il y a eu des attitudes très fermes à l'égard d'Israël, il y a eu aussi des prises de position en faveur du Liban, mais il n'y a pas eu véritablement d'action, parce qu'on doit respecter la conjoncture internationale. Actuellement, il y a des aspirations mutuelles entre la France et les pays occidentaux, mais à côté de cela nous avons toujours conservé une bonne relation commune. La France a fait avec ses moyens.

La France doit beaucoup à Carlos Ghosn, qui a hissé Renault et l'Alliance au sommet de la construction automobile mondiale. Comment avez-vous appris la nouvelle de son évasion?
Tout au long de sa détention, nous sommes intervenus auprès des autorités japonaises pour l'aider et savoir ce qui lui était reproché. Nous avons reçu le vice-ministre des Affaires étrangères japonais pour le lui demander. Aucun document ne nous est jamais parvenu. Et puis un jour, Carlos Ghosn a appelé, au petit matin, je dormais encore. Il voulait me parler. J'ai été très surpris de constater qu'il avait laissé un numéro à Beyrouth. Quand je suis descendu dans mon bureau, je l'ai rappelé pour lui donner une audience dans l'après-midi.

Pensez-vous qu'il puisse jouer un rôle dans le redressement du Liban?
C'est tout à fait possible. J'espère qu'il aura un rôle économique. Je le souhaite, d'autant que c'est un ami personnel. C'est quelqu'un de bien. ●

"LES PAYS OCCIDENTAUX N'AUTORISENT PAS DE NÉGOCIATIONS POUR PERMETTRE LE RETOUR DES DÉPLACÉS SYRIENS. NOUS NE COMPRENONS PAS CETTE POSITION, QUI EST LOURDE DE CONSÉQUENCES POUR NOUS."